Comme je m'y étais engagée pendant la campagne, ***vous trouverez sur mon site,*** *et via les liens ci-dessous,*
le compte rendu de la séance du Conseil de Paris
, l'ensemble de mes interventions et des batailles que j'ai portées.

Cette première séance du Conseil de Paris était très importante, la maire y déclinant ses principales orientations. Bien que seule Conseillère de Paris de nos listes Front de Gauche - «A Paris, place au peuple ! », non inscrite et sans moyens de collaborateur, j'ai réussi à intervenir sur l'ensemble des grands sujets et à porter nombre de bataille. Comment ? Grâce à l'implication de nombre de militant-e-s politiques, syndicalistes et associatifs. C'est cela notre démarche « Place au peuple !»

Débat sur le logement :

Les aides à la pierre de l'Etat enregistrent déjà une baisse de 5%, traduction des choix d'austérité du gouvernement. L'exécutif reste sur l'objectif de 30% de logements pour dans 17 ans, soit en 2030, alors qu'un recours à l'emprunt au taux équivalent aux villes de Lille ou de Marseille permettrait d'atteindre cet objectif à la fin de la mandature. Aussi, l'exécutif maintient l'objectif de 30% de logements PLS alors que 90% des demandeurs ont des revenus correspondants aux plafonds des PLAI et PLUS. Il n'est prévu de transformer que 200 000 m2 de bureaux en logements et de réhabiliter que 4500 logements sociaux pour l'isolation thermique par an...

Réforme de l'administration parisienne

Alors que Manuel Valls vient de dévoiler son plan d'austérité drastique comprenant une baisse de 11 milliards d'euro pour les collectivités, Anne Hidalgo semble se présenter d'ores et déjà comme une « bonne élève » de l'austérité en approuvant le rapport «Malvy-Lambert». La réforme de l'administration parisienne encore très floue a de quoi inquiéter. Combien de postes seront supprimés ?

Plan de lutte contre la Pollution : Les mesures présentées se limitent à l'urgence en cas de

pic sans se donner les moyens d'empêcher que ces pics ne se produisent. Il faudra attendre 2025 pour éradiquer les bus diesel. Aucune volonté d'étendre la gratuité en dehors des pics, rien sur la réduction des distances domicile-travail... Une planification écologique dictant un réaménagement du territoire est pouratnt urgente !

Démocratie Locale : C'est confirmé, la démarche des budgets participatifs sera limitée à 5% du budget d'investissement… 95% se décidera sans l'implication des parisien-ne-s !

Métropole du Grand Paris : J'ai été la seule à ne pas approuver la création de la future Métropole du Grand Paris, qui reprend le projet de Sarkozy, tout comme la réforme territoriale de Valls en supprimant les départements reprend le projet de la droite. Concurrence entre les territoires, éloignement des citoyens des pouvoirs de décision, désengagement financier de l'Etat : ce n'est pas parce que toutes les grandes villes d'Europe suivent les orientations libérales dictées par Bruxelles qu'il faut s'y soumettre !

Amendements au code de déontologie : La communication autour du code de déontologie est une occasion de se donner bonne conscience et n'est rien d'autre qu'une réaffirmation de la nécessité de respecter la loi sur les conflits d'intérêts. J'ai proposé de réelles avancées démocratiques : mettre fin au cumul des mandats et au système des « jetons de présence ». Concernant le logement social, j'ai réaffirmé que les élu-e-s aient les mêmes droits et devoirs que tous les citoyens. Mes amendements n'ont pas été adoptés...

J'ai par ailleurs voté contre le fait que Bertrand Delanoë, en tant que maire honoraire ait un bureau et des moyens, puisqu'il n'est plus élu.

La séance s'est terminée sur une tentative de l'UMP de bloquer une délibération ...

Les vœux défendus en séance :

Vœu sur l'ouverture illégale des supermarchés le dimanche et les jours fériés : Du fait de la création d'une Mission d'Information d'Evaluation (MIE) sur le travail du dimanche et de l'engagement de l'adjointe à interpeller la préfecture pour que la loi soit respectée, le vœu a été retiré. J'espère pouvoir participer à cette MIE…Chacun peut s'impliquer dans la bataille pour faire respecter la réglementation en vigueur et la loi. Pour en savoir plus
cliquez ici !

Vœu relatif aux kiosquiers : L'exécutif s'est engagé à organiser une table ronde qui prenne en compte les difficultés en termes de rémunérations et de conditions de travail des kiosquiers et à les associer avant la fin de la délégation de service public à Médiakiosk. Dossier à suivre !

Vœu en soutien à l'Hôtel Dieu : les défenseurs de l'Hôtel-Dieu avaient réussi à s'imposer dans la campagne. Le nouvel exécutif est hélas resté flou sur le dossier refusant de voter le vœu. Mais les élus PCF l'ont soutenu.

Vœu relatif à l'accessibilité du cadre bâti, de la voirie et des transports : le gouvernement est en train de céder aux lobbies de l'immobilier en accordant un nouveau délai de 9 ans, sans sanctions financières et abandonne l'obligation d'ascenseurs à R+3… Mais l'exécutif a refusé de soutenir le vœu, PS, EELV et PCF votant contre…

Vœu contre les publicités géantes qui envahissent Paris : Les publicités géantes qui envahissent Paris et ses monuments sur les échafaudages sont à la fois une pollution visuelle, une atteinte à la liberté de réception ou non par le citoyen du message publicitaire, et une aberration anti-écologique qui invite au consumérisme. Ne laissons pas la pub envahir notre ville ! Exigeons au moins l'application du RLP.

2 vœux relatifs aux intermittents, précaires, intérimaires : pour que la maire interpelle le gouvernement afin qu'il ne donne pas l'agrément sur la convention d'assurance chômage imposée par le Medef le 22 mars 2014 et pour que la mairie de Paris accorde un local à la coordination nationale. L'exécutif est resté flou, voire mensonger à l'égard de la coordination des intermittents et j'ai maintenu mes deux vœux.

Vœu relatif à la réforme des rythmes éducatifs pour l'abrogation des décrets Peillon et Hamon, la suspension de l'ARE, une grande concertation et un certain nombre d'améliorations en vue d'un futur aménagement des rythmes éducatifs. Mais pour l'exécutif, tout va toujours pour le mieux dans le meilleur des mondes…

Vœu relatif à l'amplification des actions contre les violences faites aux femmes et à la création d'un observatoire des violences faites aux femmes. J'ai été soutenue par l'adjointe Hélène Bidard qui a engagé la ville à créer cet Observatoire.

Vœu pour que Paris se déclare « zone hors Grand Marché Transatlantique »

A quelques jours des élections européennes, la Ville de Paris, comme la région Ile-de-France avant elle, aurait dû se déclarer territoire hors application du traité de libre-échange, négocié actuellement dans le plus grand secret entre l'Union européenne et les USA. L'exécutif PS a proposé un contre vœu des plus ambigus et contradictoire : proposant un moratoire sur les négociations d'un côté, et la participation des collectivités aux négociations de l'autre... J'ai donc maintenu mon vœu et regretté que EELV et le PCF aient retiré le leur et participé à cet enfumage du PS sur ce dossier si essentiel à quelques jours du vote des européennes. Nous exigeons l'arrêt des négociations !